

Dans le piège de l'euro

Michel Husson, *L'Humanité* 29 avril 2010

Les choses sont claires : l'Europe veut faire payer la facture de la crise au peuple grec et faire un exemple pour les autres. C'est pourquoi la solidarité est nécessaire pour éviter une débâcle sociale mais aussi économique. La voie choisie par les dirigeants européens est la soumission servile aux marchés financiers. C'est scandaleux, puisque les banques se refinancent à 1 % et achètent de la dette grecque à 6 ou 7 %. A terme, c'est suicidaire : après la Grèce, les spéculateurs se tourneront vers d'autres pays. Le Portugal est déjà dans la ligne de mire, et l'Espagne et d'autres suivront.

La sortie de l'euro se traduirait pour les pays menacés par une dévaluation massive qui aurait les mêmes effets que le plan d'ajustement imposé à la Grèce. Même si c'était l'Allemagne qui sortait de l'euro, elle perdrait sa compétitivité sur le marché européen et serait plongée dans la récession. Il faut donc bien comprendre qu'au point où nous en sommes, la sortie de l'euro n'est plus une solution.

Nous sommes dans le même bateau mais ce bateau n'a pas de gouvernail. Le projet d'une monnaie unique dans budget d'harmonisation, sans coordination des politiques, était au départ une absurdité qui a pu vivre grâce au surendettement et aux déficits. Mais la crise a rendu ces expédients inutilisables. La seule issue passe par une remise en cause de la dictature des marchés financiers : on peut taxer les transactions sur les CDS - qui sont les instruments des spéculateurs - et même les interdire purement et simplement, comme on pourrait très bien imposer aux banques la détention de titres de la dette publique.

Un plan de soutien à la Grèce doit être mis en œuvre par la BCE (qui avait su injecter les liquidités nécessaires au sauvetage des banques), donc sans le FMI. Il faut ensuite créer un véritable budget européen, une fiscalité unifiée sur le capital et un financement mutualisé des déficits publics. Ce sont ces exigences que devront porter les mobilisations contre les plans d'austérité. Sinon, ce sera notre tour, et celui de tous les peuples européens.